

## **CONSEIL MUNICIPAL DU 8 AVRIL 2015**

---

*Le Conseil Municipal, appelé à siéger régulièrement par l'envoi d'une convocation mentionnant l'ordre du jour, accompagnée des rapports subséquents et adressée au moins cinq jours avant la présente séance, s'est réuni le huit avril deux mille quinze à dix-neuf heures, salle du Conseil Municipal à la Mairie, sous la Présidence de Monsieur Dominique CLÉMENT, Maire.*

**ETAIENT PRESENTS :** M. CLEMENT - M. PETERLONGO - M. MONDON - Mme SALLIER – Mme MARION – Mme FAUGERON – M. JOYEUX – M. BLAUD – Mme BATAILLE – M. CHAIGNEAU – M. DERVILLE – Mme TERNY – M. GUILLON – Mme MAZIERES GABILLY – M. GUERIN – Mme MINOT – M. TAUDIERE – Mme BOUCHET NUER – Mme VOYER – Mme BIGET – M. KOUSSAWO – Mme BODIN – Mme JAOUEN – Mme THIMONIER – Mme TOBELEM – M. SAULNIER.

**POUVOIRS :** M. LAGRANGE à Mme MARION – M. PIQUION à M. SAULNIER.

**ABSENT :** M. DELAHAYE.

**SECRETAIRE DE SEANCE :** Mme MINOT.

\*\*\*\*\*

### **DELIBERATION N° 1**

#### **OBJET : VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015.**

*Monsieur le Maire rappelle que le 9 mars 2015, le Conseil Municipal a tenu un débat d'orientations budgétaires qui a permis de prendre connaissance de la situation financière de la commune et des équilibres financiers nécessaires aux futurs projets.*

*L'assemblée examine alors les propositions 2015 établies par Mr le Maire et la commission des finances qui peuvent se résumer comme suit :*

#### **Budget primitif 2015 :**

- 1. Section de fonctionnement : les dépenses et recettes s'équilibrent à 6 680 095 Euros*
- 2. Section d'investissement : les dépenses et recettes s'équilibrent à 2 291 977,89 Euros.*

**LE CONSEIL MUNICIPAL**, après en avoir délibéré et considérant que les propositions de Mr le Maire et de la Commission des Finances traduisent une évaluation sincère des dépenses et recettes,

➤ **ADOpte** le budget 2015 précité avec 24 voix pour et 4 contre pour les motivations suivantes :

« Ce projet de budget fait le choix de priorités qui ne sont pas les nôtres : création d'un poste supplémentaire d'agent de police municipale dans un contexte général qui ne le justifie pas ; financement des travaux dans un bâtiment municipal pour un cabinet de professionnels de santé libéraux dans des conditions que nous estimons inappropriés ; rythme insuffisant de mise en accessibilité de l'espace public et des bâtiments communaux ».

**ADOpte AVEC 24 VOIX POUR ET 4 CONTRE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 2**

**OBJET : VOTE DES TAUX DE LA FISCALITE COMMUNALE 2015.**

Monsieur le Maire propose au Conseil Municipal de prendre connaissance des données fiscales qui font apparaître les bases suivantes pour l'année 2015 :

|                                    |                  |
|------------------------------------|------------------|
| A. Taxe d'habitation :             | 11 494 000 Euros |
| B. Taxe Foncière sur le bâti :     | 9 013 000 Euros  |
| C. Taxe foncière sur le non bâti : | 86 600 Euros     |

Compte tenu de la baisse significative des dotations de l'Etat qui déséquilibre fortement le budget communal, il y a lieu d'augmenter le taux de la taxe foncière de 2 %.

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**,

➤ **DÉCIDE**, à l'unanimité, de fixer les taux d'imposition à :

|                                             |         |
|---------------------------------------------|---------|
| • Taux de la taxe d'habitation :            | 16,14 % |
| • Taux de la taxe sur le foncier bâti :     | 17,84 % |
| • Taux de la taxe sur le foncier non bâti : | 39,99 % |

Ce qui établit le produit fiscal attendu à 3.466.137 Euros.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 3.**

**OBJET : ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR 2015**

Sur proposition de Monsieur le Maire, le **CONSEIL MUNICIPAL DECIDE D'ATTRIBUER**, à l'unanimité, les subventions annexées pour l'année 2015 Ne prennent pas part au vote, les conseillers municipaux intéressés par l'attribution d'une subvention (Agnès FAUGERON, Louissette BIGET, Emmanuel GUILLON, Jean-Marie GUERIN et Désiré KOUSSAWO).

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 4.**

**OBJET : DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX 2014**

Cette délibération complète celle du 10 mars 2014.

Monsieur le Maire fait savoir que pour aider au maintien de professionnels de santé dans le bourg de SAINT BENOIT, il y a lieu de leur proposer un lieu d'accueil. Pour cela, il est envisagé la réhabilitation d'un ancien bâtiment communal en cabinet médical pour accueillir trois praticiens.

Une estimation de cette réhabilitation s'élève à 235 120 € H.T..

Le financement de cette opération peut se faire comme suit :

|                             |           |
|-----------------------------|-----------|
| - Dotation de l'Etat DETR : | 54 078 €  |
| - Autofinancement :         | 181 042 € |

Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **SOLLICITE de l'ETAT**, la Dotation d'Équipement des territoires ruraux pour le projet de réhabilitation d'un bâtiment communal pour y accueillir des professionnels de santé et aussi maintenir cette activité dans le bourg,
- **APPROUVE** le plan de financement suivant :
  - Coût des travaux :  
235 120 €
  - Dotation d'Équipement des Territoires Ruraux 54 078 €
  - Autofinancement 181 042 €

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

#### **DELIBERATION N° 5**

#### **OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC et AU CONSEIL DEPARTEMENTAL – PEINTURES MURALES DE L'ÉGLISE DE ST BENOIT.**

Monsieur le Maire fait savoir que pour sauvegarder 2 peintures murales médiévales situées sur la face est des piliers nord et sud du transept, il y a lieu d'engager des travaux de restauration (traitement et consolidation).

Le montant de ces travaux est d'environ 11.000 € TTC (9 160 € HT).

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **SOLLICITE** du Département, une subvention de 20 % du montant H.T. des travaux,
- **SOLLICITE** de la Direction Régionale des Affaires Culturelles, une aide à la sauvegarde de ce patrimoine à hauteur de 50 % du montant TTC des travaux,
- **S'ENGAGE** à financer par autofinancement, le montant restant à la charge de la Commune,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer tout document afférent à ce dossier.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

#### **DELIBERATION N° 6**

#### **OBJET : DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL – TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SALLE DU GRAVION.**

La commune de SAINT BENOIT dispose d'une salle des sports qui accueille les matchs de la division nationale du CEP ST BENOIT VOLLEY en féminine.

Cette salle nécessite la réfection d'un pan de mur actuellement en bardage. Le coût de ces travaux s'élève à 26 687 € H.T..

Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,

- **SOLLICITE**, dans le cadre du programme d'aide du Conseil Départemental « Travaux de rénovation des installations sportives couvertes », une subvention de 20 %,
- **S'ENGAGE** à financer par autofinancement, le montant restant à la charge de la Commune.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 7**

**OBJET : SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS POUR LES ACTIVITES PERISCOLAIRES (CYCLE 2).**

*De nombreuses associations ont participé à la réalisation des activités périscolaires du Cycle 2. La commune souhaite attribuer une subvention à chaque association.*

*Sur proposition de Monsieur le Maire et après en avoir délibéré,*

**LE CONSEIL MUNICIPAL DECIDE**, à l'unanimité, **DE VERSER** les subventions suivantes :

ATELIER CAMELEON	255 €
BIDIBULL	657 €
TENNIS DE TABLE	219 €
COMITE VOLLEY BALL DEPARTEMENTAL	547 €
ECOLE DE MUSIQUE	510 €
ESPACE MENDES FRANCE	765 €
ACTION SAUVETAGE	510 €
TENNIS SAINT BENOIT	765 €
CEP SAINT BENOIT VOLLEY	182 €

*Ces sommes seront prélevées à l'article 6574 – Subventions de fonctionnement aux associations – du budget de l'exercice 2015.*

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 8**

**OBJET : PRIME DE VACANCES VERSEE AU PERSONNEL**

*Comme suite à la décision de budgétiser la prime annuelle de vacances, celle-ci est désormais versée à chaque agent par la collectivité employeuse avec le traitement du mois de juin.*

*Après en avoir délibéré, le **CONSEIL MUNICIPAL DECIDE**, à l'unanimité, que pour l'année 2015, la prime annuelle de vacances est fixée à 1400 € brut pour les agents cotisant à la CNRACL, et à 1480 € pour les agents cotisant à l'IRCANTEC. Elle sera versée à chaque agent titulaire, non titulaire ou contractuel (hormis les cas réglementairement exclus).*

*Les conditions d'attribution seront les suivantes :*

- *Les agents devront être présents au 30 avril 2015,*
- *Ils devront avoir accompli au moins un mi-temps pendant la période allant du 1<sup>er</sup> janvier au 30 avril 2015,*
- *Le montant de la prime ne devra pas dépasser la rémunération moyenne mensuelle calculée sur la période du 1<sup>er</sup> janvier 2014 au 30 avril 2015,*
- *Les agents contractuels n'occupant pas un emploi permanent qui auront effectué leur service durant la période comprise entre le 1<sup>er</sup> mai 2014 et le 30 avril 2015 percevront la prime au prorata de la période travaillée,*
- *Les agents rémunérés en demi-traitement pour maladie percevront la prime dans les conditions d'un plein traitement,*
- *La prime des agents travaillant à temps partiel sera calculée dans les mêmes conditions que leur traitement,*

- *Le personnel à temps incomplet percevra cette prime au prorata du temps de travail effectué durant l'année civile écoulée,*
- *Pour les agents à temps complet ayant moins de quatre mois de présence (recrutés après le 1<sup>er</sup> janvier 2015), la prime sera attribuée par quart, selon le nombre de mois travaillés ; pour les agents à temps incomplet, recrutés dans les mêmes conditions, le montant de la prime sera également proportionnel au temps de travail effectué, selon cette même règle des quarts.*

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

**DELIBERATION N° 9**

**OBJET : RECOURS A LA CENTRALE D'ACHAT PUBLIC UGAP POUR LES BESOINS DE LA COMMUNE EN ELECTRICITE.**

*Vu la directive européenne n° 2009/72/CE du 13 juillet 2009 concernant des règles communes pour le marché intérieur de l'électricité et abrogeant la directive 2003/54/CE,*

*Vu la loi n° 2010-1488 du 7 décembre 2010 portant nouvelle organisation du marché de l'électricité dite loi NOME,*

*Vu le Code Général des Collectivités Territoriales,*

*Vu le Code des Marchés Publics et notamment ses articles 9 et 31,*

*Considérant qu'il est dans l'intérêt de la commune de rejoindre le dispositif d'achat groupé proposé par la centrale d'achat public UGAP, pour ses besoins propres en électricité,*

*Après en avoir délibéré, **LE CONSEIL MUNICIPAL**, à l'unanimité,*

- **APPROUVE** le recours à l'UGAP pour l'achat d'électricité,
- **APPROUVE** la convention de groupement avec l'UGAP,
- **DECIDE d'INCORPORER** les tarifs bleus au dispositif UGAP,
- **DECIDE D'INCORPORER** en totalité, la fourniture d'origine renouvelable au dispositif UGAP,
- **AUTORISE** Monsieur le Maire à signer la convention de groupement avec l'UGAP et à prendre toutes mesures d'exécution de la présente délibération.

**ADOPTÉ A L'UNANIMITE**

~~~~~

*La séance a été levée à 21 H.*

*La secrétaire,  
Michelle MINOT.*

| <b>DELIBERATIONS</b> | <b>OBJET</b>                                                                                                    |
|----------------------|-----------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <i>1</i>             | <i>VOTE DU BUDGET PRIMITIF 2015</i>                                                                             |
| <i>2</i>             | <i>VOTE DES TAUX DE LA FISCALITE COMMUNALE POUR 2015</i>                                                        |
| <i>3</i>             | <i>ATTRIBUTION DES SUBVENTIONS AUX ASSOCIATIONS POUR 2015</i>                                                   |
| <i>4</i>             | <i>DOTATION D'EQUIPEMENT DES TERRITOIRES RURAUX 2014</i>                                                        |
| <i>5</i>             | <i>DEMANDE DE SUBVENTION A LA DRAC et AU CONSEIL DEPARTEMENTAL – PEINTURES MURALES DE L'EGLISE DE ST BENOIT</i> |
| <i>6</i>             | <i>DEMANDE DE SUBVENTION AU CONSEIL DEPARTEMENTAL – TRAVAUX DE RENOVATION DE LA SALLE DU GRAVION</i>            |
| <i>7</i>             | <i>SUBVENTION AUX ASSOCIATIONS POUR LES ACTIVITES PERISCOLAIRES (CYCLE 2).</i>                                  |
| <i>8</i>             | <i>PRIME DE VACANCES VERSEE AU PERSONNEL</i>                                                                    |
| <i>9</i>             | <i>RECOURS A LA CENTRALE D'ACHAT PUBLIC UGAP POUR LES BESOINS DE LA COMMUNE EN ELECTRICITE</i>                  |

*SIGNATURE DES MEMBRES PRESENTS*

| <b><i>NOM</i></b>            | <b><i>SIGNATURE</i></b> |
|------------------------------|-------------------------|
| <i>CLEMENT DOMINIQUE</i>     |                         |
| <i>PETERLONGO BERNARD</i>    |                         |
| <i>MARION-HEULIN MONIQUE</i> |                         |
| <i>MONDON JEAN-LUC</i>       |                         |
| <i>SALLIER SYLVIE</i>        |                         |
| <i>JOYEUX ALAIN</i>          |                         |
| <i>FAUGERON AGNES</i>        |                         |
| <i>BLAUD JOEL</i>            |                         |
| <i>DERVILLE ALAIN</i>        |                         |
| <i>BODIN MARIE-CLAUDE</i>    |                         |
| <i>GUERIN JEAN MARIE</i>     |                         |
| <i>BIGET LOUISETTE</i>       |                         |
| <i>CHAIGNEAU BERNARD</i>     |                         |
| <i>TERNY JACQUELINE</i>      |                         |
| <i>BATAILLE MARTINE</i>      |                         |

|                                |  |
|--------------------------------|--|
| <i>GUILLON EMMANUEL</i>        |  |
| <i>TAUDIERE PHILIPPE</i>       |  |
| <i>MINOT MICHELE</i>           |  |
| <i>JAOUEN FRANCOISE</i>        |  |
| <i>BOUCHET-NUER ISABELLE</i>   |  |
| <i>MAZIERES-GABILLY SYLVIE</i> |  |
| <i>KOUSSAWO DESIRE</i>         |  |
| <i>VOYER NATHALIE</i>          |  |
| <i>THIMONIER ANDREA</i>        |  |
| <i>SAULNIER JEAN BERNARD</i>   |  |
| <i>TOBELEM JOELLE</i>          |  |